

Renaud Girard: «Pour ne pas laisser la situation s'enliser, la France doit reprendre l'initiative»

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Les conséquences du confinement ne doivent pas être plus néfastes que la pandémie elle-même, considère Renaud Girard. Il appelle la France à passer à l'offensive et à déployer une stratégie ambitieuse dont il esquisse ici les grands axes.

Par Jean-Loup Bonnamy

Publié le 27 mars 2020 à 20:35, mis à jour le 27 mars 2020 à 20:35



Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

Renaud Girard est correspondant de guerre et chroniqueur international du Figaro.

FIGAROVOX.- Comment analysez-vous la crise actuelle du COVID-19 en France?

Renaud GIRARD.- Face à une croissance exponentielle du nombre des Français infectés par le virus du COVID-19, face à un risque très concret d'engorgement des hôpitaux, le gouvernement a décidé de confiner la population entière. C'est une décision qui se comprend, parce que le virus est extrêmement contagieux et qu'il peut provoquer, chez les personnes fragiles, des pneumonies nécessitant des soins intensifs à l'hôpital. Cependant, cette stratégie ne peut pas être durable.

Combien de temps pouvons-nous mettre tout un pays à l'arrêt?

Ne succombons ni à la panique, ni à la dictature de l'émotion, cela ne mène nulle part. Il faut avoir un point de vue global sur la crise actuelle et intégrer tous les paramètres (sanitaires, économiques...). Un confinement trop prolongé aurait des effets économiques, sociaux et psychologiques dévastateurs. Se poseront les questions des troubles dans les prisons, des quartiers sensibles, des suicides dus à la solitude ou des violences familiales. Mais surtout la terrible crise financière et économique de 2008 ne serait rien par rapport à la crise économique qui nous menace si l'activité ne reprend pas. Une crise économique d'une telle ampleur pourrait détruire des dizaines de milliers d'entreprises et faire elle aussi des morts (suicides de salariés au chômage à cause de la récession ou de chefs d'entreprise, de commerçants et d'agriculteurs ruinés ...). Cette récession gigantesque surviendrait alors que l'État est déjà lourdement endetté (100 % du PIB). Or un arrêt prolongé de

l'activité impliquerait une explosion de la dette publique. D'une part, l'État devrait consentir des dépenses imprévues et massives pour subventionner longuement une économie à l'arrêt. D'autre part, l'absence totale d'activité et la fermeture des commerces signifient l'absence de rentrées fiscales pour l'État (pas de TVA...). On pourrait très bien assister alors à une faillite et à un effondrement financier de l'État. Si l'État est en faillite, cela implique notamment que les policiers, les militaires et le personnel soignant ne pourront plus être payés et que notre système hospitalier sera détruit. Aujourd'hui, on confine pour désengorger notre système hospitalier. Très bien. Mais un confinement trop long risque de provoquer une crise financière et économique qui détruira bien plus profondément notre système de santé. Le remède (le confinement) pourrait finalement être bien pire que le mal (le COVID-19). Ce serait absurde.

Le remède (le confinement) pourrait finalement être bien pire que le mal (le COVID-19).

Sur le plan social, la France est un pays hautement éruptif, comme l'ont montré les émeutes des banlieues en 2005, la crise des Gilets Jaunes et le mouvement contre la réforme des retraites. Un confinement trop long pourrait provoquer, lorsqu'il sera levé, une gigantesque explosion de colère sociale, d'une ampleur inédite. Ce dont nous n'avons nul besoin en ce moment.

La France ne doit pas mourir guérie.

Face au Covid-19, il faut donc ne rien faire?

Certainement pas! Au contraire, nous devons agir avec détermination.

Le Président a parlé de «*guerre*» face au COVID-19. Par ma profession de grand reporter, j'ai été amené à avoir une expérience concrète des guerres des trente-cinq dernières années. En tant que praticien de la guerre, je pense que, dans toute guerre, l'essentiel est d'avoir une stratégie adaptée. Or, le confinement est une réponse d'urgence, il ne doit pas s'éterniser. Il est nécessaire pour empêcher l'asphyxie du système hospitalier et retarder la propagation de l'épidémie. Mais, il ne doit pas s'éterniser. Face au virus, nous devons reprendre l'initiative: adopter une stratégie offensive et ciblée.

Les stratégies statiques, passives et attentistes ont peu de chance de succès.

Comme l'a montré la ligne Maginot en 1940, les stratégies statiques, passives et attentistes ont peu de chance de succès. Cette indispensable offensive nécessitera du renseignement (utilisation des données des dossiers personnels médicaux de l'Assurance maladie, ce qui permettra de cibler les personnes les plus exposées au danger) ; de la communication envers les civils (informer les Français qu'ils ne doivent pas prendre d'anti-inflammatoires, car ces médicaments aggravent la maladie) ; des fantassins (les médecins de ville, que l'on doit réquisitionner) ; des protections pour l'infanterie (les masques pour le personnel soignant) ; du génie (la réquisition des cliniques privées, de leur

personnel et de leurs ventilateurs, la mise en place d'hôpitaux de campagne par l'armée, la création d'équipes de décontamination dans les lieux publics, les transports en commun et les supermarchés sur le modèle sud-coréen) ; des munitions (des tests de dépistage massifs, y compris par auto-prélèvement) ; des opérations commando innovantes (isolement des «clusters» épidémiques et des personnes testées positives) ; des blindés et de l'artillerie lourde (traitement à la chloroquine, combiné à la prise d'antibiotiques). Cet effort de guerre devra être soutenu par la BCE, de la même façon que les Banques centrales soutinrent l'effort de guerre durant les deux Guerres mondiales.

Surtout, en temps de guerre, il faut abandonner les logiques conformistes du temps de paix, rendues caduques par les événements. On vient, par exemple, d'annoncer le lancement d'une grande étude («Discovery») pour tester des remèdes contre le COVID-19. Or, cette étude ne rendra ses conclusions que dans six à huit semaines! D'ici là, l'épidémie sera peut-être retombée d'elle-même. Et surtout des milliers de gens seront morts et les économies européennes auront été détruites. Ce genre d'études est très bien en temps de paix pour faire progresser la science. Mais là, il ne s'agit pas ici de faire progresser la science, mais de répondre à une situation d'urgence. Abandonnons le ritualisme et les procédures bureaucratiques. En 2008, Nicolas Sarkozy a pu admirablement faire face à la crise de 2008, car il a fait preuve d'audace, de rapidité et de leadership, s'affranchissant des protocoles ordinaires.

Les adversaires de Didier Raoult n'ont, eux, aucun scénario de sortie de crise à proposer.

Didier Raoult est l'un des plus grands infectiologues au monde. Professeur à Marseille, il a découvert 400 microbes (soit 20 % des microbes capables d'infecter l'Homme). Deux virus portent son nom en son hommage. Il a traité plusieurs milliers de patients à la chloroquine, médicament dont il est expert. Si votre maison est en feu et si un expert mondialement reconnu du secourisme vient vous secourir, vous ne pouvez pas refuser son aide au motif que son échelle n'est pas homologuée. Et ce d'autant plus que les adversaires de Didier Raoult n'ont, eux, aucun scénario de sortie de crise à proposer.

Voilà ce qu'il conviendrait de faire: étendre massivement et le plus tôt possible le protocole de soin recommandé par le Docteur Raoult puisque nous n'avons rien de mieux à proposer. En parallèle, continuons le programme Discovery. Si dans six semaines, la chloroquine n'a pas prouvé son efficacité sur le terrain, si un médicament a prouvé une efficacité supérieure dans le cadre du programme Discovery et si l'épidémie n'est pas retombée, alors il faudra abandonner la chloroquine et adopter cet autre médicament sans hésiter. Nous devons réfléchir en termes de réalisme, de pragmatisme et d'efficacité.

La chloroquine existe depuis 70 ans. Elle est peu chère et facile à fabriquer. Ses effets secondaires sont parfaitement connus et maîtrisés. Des centaines de millions de personnes en ont pris dans le monde, certaines pendant plusieurs années. Aux États-Unis, la *Food and Drugs Administration* (le gendarme du médicament américain), pourtant extrêmement tatillonne, a validé la décision de Trump de suivre le protocole du Docteur

Raoult. Jusqu'en janvier 2020, elle était même en vente libre. Et le laboratoire Sanofi propose de nous fournir 300 000 doses gratuitement.

La chloroquine est un pari pascalien, c'est-à-dire un pari dans lequel il y a tout à gagner et rien à perdre.

La chloroquine est un pari pascalien, c'est-à-dire un pari dans lequel il y a tout à gagner et rien à perdre. Soit le traitement marche, et nous avons gagné, nous sommes tirés d'affaire. Soit le traitement ne marche pas et nous n'avons rien perdu. Car, pour l'instant, nous ne faisons rien.

Si le traitement marche et que nous ne l'utilisons pas, nous serons passés à côté de la solution et ce sera un énorme scandale politico-sanitaire. S'il ne marche pas, on ne pourra rien reprocher à ceux qui l'ont utilisée, car ils n'avaient alors rien de mieux sous la main. Tout ce qui peut être tenté pour sauver des vies, désengorger les hôpitaux et sortir de la crise doit être tenté au plus tôt. Le principe de précaution bien compris, c'est justement de faire le choix de la chloroquine. Nous n'avons rien à perdre.

Donc le dépistage est pour vous au cœur d'une stratégie efficace...

Oui.

Premièrement, le dépistage massif est la seule stratégie qui soit en accord avec l'éthique médicale. La mission d'un médecin, conformément au serment d'Hippocrate, est de diagnostiquer et de traiter. Certains patients sont peu ou pas symptomatiques au début de la maladie et ne sont pas testés. Mais ils ont en fait des lésions pulmonaires graves dont ils ignorent l'existence. Au bout de quelques jours, ils éprouvent des difficultés respiratoires lourdes et doivent être transportés en urgence à l'hôpital. Le dépistage permettrait d'éviter ce genre de situations. Il est sidérant de voir que certaines Agences Régionales de Santé (dont celle de Marseille) appellent à refuser le dépistage massif. Il vaudrait mieux dire la vérité aux Français: la France manque cruellement de tests!

Deuxièmement, le dépistage massif nous permettrait d'avoir une vision statistique plus claire. Pour l'instant, nous n'avons aucune visibilité et nous naviguons à l'aveugle. En effet, nous ne connaissons pas les vrais taux de contamination et de mortalité. Par exemple, en Italie, le taux de mortalité annoncé (8,5%) est biaisé, car très peu de gens sont testés, et ce sont des cas fortement symptomatiques. Si on connaissait le nombre réel de contaminés en France, on y verrait plus clair connaîtrait aussi le pourcentage exact de mortalité, qui est forcément beaucoup plus bas que le chiffre annoncé.

Troisièmement, le dépistage massif est une technique moderne, qui a prouvé son efficacité. L'OMS le recommande, avec le slogan: «*Testez! Testez! Testez encore!*» Hong Kong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud ont réussi à juguler la maladie grâce à une politique de tests massive. Et ce, sans recourir au

confinement. Leurs résultats sont spectaculaires. Aucun mort à Singapour pour le moment, un seul à Taïwan, un nombre des cas qui décroît et une mortalité faible en Corée.

En France, vous ne serez pas testé même si vous présentez tous les symptômes alors qu'en Corée vous serez testé même si vous ne présentez aucun symptôme. En Corée, si vous êtes testé positif, on va vous demander la liste de toutes les personnes que vous avez rencontrées ces 72 dernières heures et on va les tester à leur tour. Si certaines d'entre elles sont aussi positives, on recommencera alors le même processus. Israël a également lancé un dépistage massif, y compris sur des parkings où des gens se font dépister dans leurs voitures. Emmanuel Macron a souvent vanté les mérites de la start-up nation. Eh bien une méthode moderne, digne d'une vraie start-up nation, c'est le dépistage de masse.

Une méthode moderne, digne d'une vraie start-up nation, c'est le dépistage de masse.

À ce sujet, Didier Raoult, fait preuve d'une compétence et d'un sang-froid qui le qualifieraient pour devenir le principal expert auprès d'Emmanuel Macron. À raison, ce grand médecin s'est demandé pourquoi la France était au vingtième rang mondial pour le nombre de tests par habitant...

Pour vous, quelles sont les conséquences politiques et idéologiques déjà observables de la crise du COVID-19?

La crise du COVID-19 signe la mort de trois idéologies: le communisme chinois, l'europhobie et le mondialisme.

Le Parti Communiste chinois ne sortira pas indemne de cette crise. Le COVID-19 a été transmis à l'Homme à cause d'un marché aux animaux vivants, où les cages sont entassées les unes sur les autres, dans des conditions d'insalubrité répugnantes. Ces marchés étaient très courants en Chine. Le problème est que les autorités chinoises n'ont tenu aucun compte d'une précédente alerte. En novembre 2002, une épidémie de Sras (syndrome respiratoire aigu sévère, dû aussi à un coronavirus) était née dans la province du Guangdong (sud-est de la Chine), sur un marché vendant lui aussi des animaux sauvages et domestiques vivants. Tous les scientifiques connaissent le danger des zoonoses (maladies infectieuses des animaux vertébrés transmissibles à l'homme). Pourtant, le pouvoir n'a jamais fait fermer ces marchés. Plus grave encore que cette imprudence, la deuxième faillite du PCC est venue de son addiction au mensonge d'État et à la dissimulation. Obsédées par l'impératif de garantir à tout prix la «stabilité sociale», les autorités de la région de Hubei ont préféré au départ fermer les yeux. Ils ont même sanctionné des médecins de l'hôpital central de Wuhan pour avoir sonné l'alerte. Les cadres du PCC, s'enfermant dans l'opacité, ont fait pendant trois semaines passer la logique d'un pouvoir prétendument infaillible avant la logique de la vérité médicale. Ces trois semaines perdues dans le combat initial contre le virus pèsent aujourd'hui très lourd. Si la maladie avait été traitée dès qu'elle a surgi, il n'y aurait pas aujourd'hui de pandémie. Le PCC n'a toujours pas expliqué au monde pourquoi il avait abruptement ordonné la fermeture du laboratoire de santé publique de l'Université Fudan (Shanghai)

le 12 janvier 2020. La veille, ce laboratoire de pointe avait publié le séquençage du virus COVID-19 sur virological.org, un forum scientifique de discussion sur les virus, en libre accès. C'est la publication de ces données sur le génome qui a permis la mise au point d'un nouveau kit de test pour diagnostiquer le virus. Aujourd'hui, la Chine, avec un sens magistral de la propagande, met en scène de manière spectaculaire son «aide» aux pays européens. Pourtant, en janvier, quand l'UE avait livré 56 tonnes de matériel aux Chinois, matériel qui nous fait aujourd'hui cruellement défaut, les autorités chinoises avaient demandé aux Européens de se montrer discrets.

L'idéologie européiste, qui considère la construction européenne comme un idéal en soi, au lieu de n'en faire qu'un usage pragmatique, a fait faillite.

La deuxième faillite est celle de l'idéologie européiste, qui considère la construction européenne comme un idéal en soi, au lieu de n'en faire qu'un usage pragmatique, dans l'intérêt concret des différentes nations de l'UE et de leurs peuples. Au moment où il fallait fermer les frontières hermétiquement pour empêcher la diffusion du virus (qui se fait toujours par l'homme), cela n'a pas été fait, au nom d'une idéologie européiste.

Le danger aujourd'hui est qu'on assiste à la mort de l'Union européenne, tant elle se montre peu efficace dans son combat contre l'épidémie et contre ses conséquences économiques. En

Italie, après que la Russie eut annoncé l'envoi de matériel médical, de nombreux Italiens décrochent le drapeau européen pour le remplacer par le drapeau russe, estimant que l'UE les a abandonnés. L'entreprise Gruppo Colle, leader mondial dans la teinture de textiles, vient d'ailleurs de retirer le drapeau de l'UE de son siège social.

Enfin, l'idéologie du mondialisme, qui est celle de la division internationale du travail poussée au maximum, est aussi en faillite. Il est inacceptable que la dernière usine qui fabrique du paracétamol en Europe ait fermé ses portes en 2008. Il est inacceptable que 80 % des principes actifs de nos médicaments soient fabriqués en dehors de l'UE (contre seulement 20 % il y a 30 ans). Il est inacceptable que nous dépendions aujourd'hui d'un pays aussi lointain et différent de nous que la Chine pour la fabrication de nos médicaments. Et ce d'autant plus que ce pays a ses propres intérêts et son propre agenda stratégiques: il peut donc utiliser ce terrible levier des médicaments comme moyen de pression et de chantage contre nous. Quand nous sortirons de cette pandémie, nous devons établir d'urgence une réelle souveraineté économique et sanitaire européenne!

Nous devons faire le choix de la réindustrialisation, du patriotisme économique et du protectionnisme stratégique.

Nous devons faire le choix de la réindustrialisation, du patriotisme économique et du protectionnisme stratégique. Il faudra rétablir, à la Direction du Trésor, un authentique Bureau

des investissements étrangers, digne de ce nom et doté de véritables moyens. Et ce pour éviter que nos fleurons industriels et technologiques soient ramassés à la casse par des investisseurs prédateurs étrangers, par exemple chinois.